

Publié 28/06/2009 | eitb.com par Ramuntxo Garbisu,

Quand RFF est alerté sur la qualité de l'action des anti-LGV - |

Une étude remise ces jours-ci à RFF, l'opérateur des [nouvelles lignes ferroviaires en Pays Basque](#), pointe une concertation trop "formelle" : malgré le soutien d'élus et "d'une presse unanime depuis 2007", il lui est conseillé d'éviter un passage en force, au vu des arguments de ses [opposants](#).



Jeudi 25 juin, la région Aquitaine a voté un soutien "sans conditions" au projet LGV. Photo : EITB

Le rapport demandé par Réseau Ferré de France (RFF), chargé du projet de nouvelles [Lignes à Grande Vitesse](#) (LGV), sur sa concertation avec les Aquitains sur le tronçon Bordeaux-Espagne, n'a guère soulevé les félicitations du cabinet d'études mandaté.

Dans ce document remis le 22 juin, ses auteurs soulignent la "stratégie guidée principalement par une logique de passage", qui déstabiliserait l'ensemble des élus qui adhèrent au projet, malgré le "soutien unanime de la presse depuis fin 2007".

Les "failles argumentaires" mises à jour par les opposants

Pour ce tronçon Bordeaux-Espagne, la légitimité apportée par le soutien de l'Etat n'apparaît plus suffisante, le projet "justifié à partir des prévisions de trafics et de la nécessité de répondre à une urgence capacitaire" n'ayant pas résisté "à l'identification par ses opposants de failles argumentaires".

Salué comme "les seuls, à notre connaissance, à avoir remis en cause techniquement l'opportunité d'un projet ferré en débat public", le rapport admet que les [défenseurs](#) de la rénovation des lignes existantes, opposés à la création de nouvelles lignes, "ont acquis, à travers leurs victoires, l'assurance que cette défiance est justifiée".

L'argument de la saturation du fret est officiellement "ambiguë"

Pierre de voûte du discours sur la nécessité de nouvelles lignes, la date supposée de la saturation des lignes existantes diffère d'un pro-LGV à un autre : en 2020 comme rappelé au Conseil Régional lors de sa session du 25 juin, ou, plus rapide encore, "dans 6 à 8 ans" pour Jean-Marie Berckmans, Président de la CCI de Bayonne (dans cette édition du 13 juin du [Journal du Pays Basque](#)).

Pourtant, et ce n'est un secret pour personne, un [document officiel](#) de RFF, disponible sur Internet, page 6, est très clair : cela sera "possible", mais pas avant 2040.

"Selon les enjeux purement capacitaires et de report du transport de marchandises de la route vers le fer, la mixité devrait intervenir, au plus tard, lorsque la ligne actuelle ne permettra plus de proposer des sillons fret de qualité et risquera de freiner le développement du fret. Sur la base des hypothèses d'offre de sillons prises lors du débat public, de la saturation possible de la ligne actuelle même dégagée des circulations de TGV®, cet horizon se situe après 2040".

La crainte du "succès des opposants"

Relevant que, désormais, les décideurs politiques, en particulier ceux du Conseil Régional d'Aquitaine, apparaissent comme "trompeurs", il leur est demandé de se rappeler que, pour chacun des grands projets aquitains (comme le métro de Bordeaux ou un premier projet de lignes nouvelles en pays Basque en 1992), les conflits entre élus et citoyens (habitants, les petits élus, associations environnementales et riverains) se terminent généralement "par le succès des opposants".

Porteurs aujourd'hui d'une "justification technique apparaissant défailante", il leur est demandé d'accentuer un "véritable dialogue démocratique", pour éviter le risque d'être accusés de passer en force avec une "logique étatiste, déconnectée des territoires, où la concertation revêt avant tout un caractère formel".

Et pour bien mettre les choses au point, les anti-LGV sont décrits comme ayant "capitalisé la force des victoires, terreau de leur assurance et de leur patience", capables d'une "stratégie de guérilla", à même de voir "hypothéquer" la réalisation des nouvelles lignes en Pays Basque.

RFF prié de s'inspirer de la "transparence" de ses opposants

Le rapport conclut sur la nécessité de trouver le moyen d'associer ses opposants au projet, mais surtout de calquer leurs démarches : "Les règles du débat avancées par ces acteurs rencontrés sont univoques et reposent sur trois piliers : la diversité, l'écoute et la transparence. Adopter ces règles représente pour RFF un affichage clair de sa volonté de concerter et un changement dans ses pratiques".